

MANIFESTE POLITIQUE D'ÉCOLO POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Nous, écologistes...

*Nous sommes des citoyennes et des citoyens engagés
pour la justice sociale et environnementale*

Nous sommes citoyennes et citoyens du monde investis dans nos communes, dans nos régions, notre pays, en Europe, dans le monde.

Nous voulons construire un monde plus juste permettant l'émancipation de toutes et tous aujourd'hui et demain.

Nous voulons que les êtres humains soient considérés comme la principale richesse des sociétés qui peuplent la planète.

Nous sommes conscients de notre interdépendance avec les peuples du monde et les écosystèmes naturels. Nous voulons léguer aux générations futures une planète viable.

La justice sociale et la justice environnementale sont pour nous indissociables. Leur réalisation implique la participation active du plus grand nombre et le développement de toutes les solidarités : institutionnelles ou spontanées, maintenant, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain.

Nous voulons changer la marche de ce siècle

L'humanité est à un de ses tournants. Elle est traversée par de multiples crises : écologiques, économiques, financières et sociales. Ces crises sont interconnectées et les populations, y compris en Belgique, les subissent dans leur vie quotidienne. Elles participent

à la montée des incertitudes et des insécurités qui fragilisent les individus mais aussi la cohésion et l'existence même de nos sociétés.

Quelles que soient les difficultés rencontrées, nous sommes de plus en plus nombreux à imaginer et à mettre en oeuvre des solutions nouvelles pour que ce siècle soit porteur de plus de justice et d'émancipation.

Là où nous agissons, en Belgique et en Europe, avec notre parti frère Groen et les Verts européens, nous voulons accélérer la construction d'une société centrée sur le respect des générations futures, sur un rapport équilibré avec la nature, sur l'égalité des femmes et des hommes et sur la créativité et la coopération plutôt que sur l'exploitation des humains et des ressources et la compétition à tout prix.

Nous, écologistes, voulons prolonger les mouvements qui combattent toutes les formes de privilèges, d'exploitation et d'ignorance, mouvements dans lesquels s'ancrent depuis plus de deux siècles les valeurs de la gauche.

Le monde est en perpétuel changement. Nous travaillons aux côtés de celles et ceux qui, aujourd'hui, à la lumière de l'évolution de la mondialisation, des désastres produits par le néolibéralisme et des impasses du productivisme, réinterprètent ces mouvements et oeuvrent à des évolutions positives, porteuses de sens et de solidarité.

Notre identité

L'écologie naît face à l'illusion productiviste

Depuis le début de l'ère moderne, la plupart des doctrines économiques et politiques ont partagé la croyance que la croissance illimitée de la production était, partout, capable d'accroître le bien-être et d'éviter les conflits. Les écologistes pensent que dans un monde aux ressources limitées, celle-ci ne peut constituer une visée politique raisonnable.

Dès la seconde moitié du XX^e siècle, des femmes et des hommes se sont levés pour s'opposer à la dilapidation du patrimoine naturel et dénoncer la démesure à l'oeuvre au coeur du productivisme. Ils ont combattu la dictature de la société de consommation et l'uniformisation des modèles culturels et économiques.

Avec des scientifiques, ils ont mis les enjeux des sciences, des technologies et des limites de la planète au coeur du débat politique.

Ces femmes et ces hommes furent les pionniers de l'écologie politique.

La dimension globale de l'écologie politique attira des tiers-mondistes, des féministes, des syndicalistes, des pacifistes, des antiracistes, des activistes soucieux de faire autrement de la politique.

En 1980, des citoyens ont créé Ecolo

Depuis plus de 30 ans, toujours plus nombreux, des milliers de militantes et de militants, des centaines d'élues et d'élus se battent et agissent dans les communes et collectivités locales, les parlements, les gouvernements. Ils sont aussi engagés dans les associations, les groupes de pression, les entreprises, les comités de quartier et poursuivent leur engagement dans leur vie quotidienne.

Ils mettent la qualité de l'environnement et le renforcement de la démocratie à l'agenda politique. Qu'ils soient dans l'opposition ou la majorité, la justice sociale et environnementale est leur priorité.

Les constats sont de plus en plus partagés

Les constats posés dans les années 1970 par les écologistes sont désormais de plus en plus partagés.

Le réchauffement de la planète et les dérèglements qu'il implique, la raréfaction des énergies fossiles et des autres ressources naturelles, deviennent palpables (accès à l'eau potable, émeutes de la faim, migrations climatiques ...). L'impact des pollutions sur la santé et l'environnement est devenu une évidence.

L'économie se globalisant, des industries sont délocalisées. Le taux de chômage est devenu structurellement élevé. Les inégalités socio-économiques croissent, la qualité de vie diminue, les rythmes s'emballent.

Ouvrir un horizon postcapitaliste contre l'alliance des conservatismes et du productivisme

Si les constats de l'impasse sont de plus en plus partagés, force est de constater que beaucoup veulent néanmoins continuer à appliquer les mêmes recettes, voire même les amplifier.

Quels que soient les partis et les forces économiques qui l'appliquent, l'alliance du néolibéralisme et du productivisme conduit l'humanité vers des crises de plus en plus graves. Ce ne sont pas seulement les exclus du système salarial qui en sont les premières victimes mais également certaines catégories de la population active.

En transformant toute chose en marchandise, en démantelant les services publics, en privatisant les biens communs, cette alliance entre néo-libéralisme et productivisme se présente toujours comme n'ayant aucune alternative possible. Elle est en ce sens profondément anti-démocratique. Elle défigure le sens de la liberté. Elle nous empêche de maîtriser nos vies et de trouver du temps pour nous et pour les autres.

Dans un monde aux ressources limitées, où l'humanité n'a jamais produit autant de richesse, et où celle-ci n'a jamais été aussi mal répartie, la seule option viable et solidaire afin de permettre un mode de vie épanouissant et prospère pour tous, est de sortir d'un système qui vise l'accumulation et le profit pour le profit, en détruisant la planète et en creusant les inégalités. Ce système risque à terme de s'effondrer de façon antidémocratique, violente et chaotique. Il nous faut réduire, proactivement, le pouvoir économique et financier des marchés et du capital en faveur du pouvoir démocratique des citoyens, afin de

permettre une répartition juste et pérenne des richesses et un choix souverain d'orientation de l'économie et de la société.

Développer le potentiel émancipateur des technologies de la communication au service du projet écologiste

Le développement exponentiel des moyens de communication et de leurs utilisations depuis les années 1990 a transformé notre société.

Les technologies de la communication ont le potentiel de multiplier les possibilités de participation politique et d'action humaines en réduisant les inégalités d'expression et en favorisant les capacités de collaboration.

Sans naïveté ni pessimisme, nous voulons continuer à tirer parti de ces instruments technologiques pour contribuer au projet écologiste, notamment pour renforcer l'émancipation de l'individu, l'expansion de la sphère autonome et le partage des connaissances.

Nos balises pour l'action

Notre action est guidée par une série de balises, repères qui donnent du sens et orientent notre engagement collectif.

Nous sommes responsables de l'avenir de la planète et du genre humain

L'activité humaine a pris une importance quasiment équivalente à celle des grandes forces naturelles. En moins d'un siècle, cette activité a profondément altéré une grande partie de notre environnement naturel et a très largement entamé les ressources disponibles.

Il s'agit d'utiliser les ressources naturelles et les autres espèces vivantes de manière responsable, en conservant et réparant ce qui est essentiel aux équilibres vitaux, afin d'éviter d'abrégier l'histoire de l'espèce humaine et d'exacerber les conflits.

Nous ne pouvons pas négocier avec la nature. En revanche, nous pouvons nous inspirer de sa créativité. Les ressources génétiques appartiennent au patrimoine commun de l'Humanité. Le lien que nous entretenons avec la nature est une dimension essentielle de notre humanité.

Une Terre plus verte, un monde plus juste, une société des égaux

Les personnes sont plus épanouies dans une société plus égalitaire. L'égalité sous toutes ses formes est indispensable à la justice, au lien social et à la participation politique.

Dans une société égalitaire, la santé, l'éducation, la mobilité sociale, la dignité, la confiance, l'épanouissement collectif et individuel sont plus grands. Les coûts des politiques de santé, de remédiation scolaire, de correction des déséquilibres socioéconomiques ou de sécurité publique sont moins importants.

Le premier objectif de notre action politique est la poursuite d'un monde juste.

Nous n'acceptons pas que les premières victimes du productivisme soient les personnes qui en sont le moins responsables et en bénéficient le moins. La surconsommation des uns est payée par la surexposition des autres aux crises sociales, écologiques et financières.

Nous n'acceptons ni que les populations du Sud fassent directement les frais d'une mondialisation non régulée, ni que la fracture sociale s'accroisse dans les pays du Nord.

La fiscalité juste, la mise à disposition de services publics efficaces et accessibles au plus grand nombre et l'accès de tous aux biens communs sont les premiers instruments d'une justice redistributive écologique.

La solidarité et la convivialité au quotidien au service des biens communs

Dans le monde associatif ou syndical, dans celui de l'économie sociale, des PME ou des grandes entreprises, avec nos proches et dans nos quartiers, nous vivons l'expérience quotidienne de la solidarité.

Nous voulons redéfinir et réinventer la prospérité. Nous encourageons toute initiative qui réinvente le lien social et les échanges quotidiens par la convivialité, le don contredon et la coopération. Voilà des notions fondamentales qui appellent des politiques fondées sur la confiance et l'échange solidaire. Ce sont ces logiques qui sont à l'oeuvre dans l'élaboration et la préservation des biens communs.

Nous soutenons les multiples engagements associatifs, ici et ailleurs dans le monde, car ils constituent eux aussi un remède à l'insécurité sociale. Nous favorisons les initiatives originales de transition qui éclosent car elles renforcent la créativité et la résilience écologique des communautés locales, c'est-à-dire leur capacité collective à traverser les crises.

La participation et la délibération pour faire société

La démocratie constitue le critère de légitimité des décisions collectives. Elle offre à la société le meilleur moyen de réfléchir sur elle-même et d'inventer l'avenir ensemble. Elle permet à chacun d'exprimer et défendre ses idées tout en acceptant les divergences d'opinions et les règles établies pour gérer pacifiquement ces divergences. Elle sert l'idéal d'une société d'égaux. Elle garantit dès lors à chacun une chance équitable d'influencer la décision indépendamment de sa richesse, de ses capacités, de son sexe ou de toute autre discrimination.

La démocratie ne se limite pas au droit de vote.

Elle repose aussi sur la délibération publique, qui permet aux membres de la société de se reconnaître mutuellement et d'éviter de réduire l'intérêt général à la somme des intérêts particuliers.

La démocratie que nous voulons se base également sur la participation effective du plus grand nombre à la vie politique et sociale, par les moyens les plus variés possibles. C'est ce qui permet d'ailleurs de servir concrètement l'idée d'égalité politique, de produire des liens sociaux, un esprit de coopération, une appropriation des règles collectives - et au fond, le sentiment d'appartenance à une collectivité humaine.

Une société de l'égalité entre les femmes et les hommes

L'égalité entre les femmes et les hommes fait partie des fondements de l'écologie politique. Elle trouve son origine dans notre combat pour une justice sociale et dénonce notre organisation sociale fondée sur une vision conservatrice de la place et du rôle des femmes et des hommes. Nous voulons réaliser l'idéal paritaire dans la représentation politique afin d'assurer un exercice équilibré du pouvoir. Des mesures correctrices sont nécessaires pour lutter contre les stéréotypes de genre dès l'école et éradiquer les discriminations de genre dans tous les champs de la vie sociale, familiale, professionnelle et à tous les niveaux de responsabilité.

Un pouvoir mieux distribué et éthique

Le pouvoir doit être exercé dans de bonnes conditions pour éviter les abus sous toutes leurs formes. Ils sont très souvent la conséquence d'une trop grande concentration ou d'une trop longue occupation du pouvoir.

Non cumul et limitation dans le temps des mandats permettent de lutter contre ces abus. D'une part, ces mécanismes permettent de partager les responsabilités entre un plus grand nombre de citoyens. D'autre part, ils assurent le renouvellement des mandataires, leur évitent la déconnexion avec la réalité, leur garantissent du temps

pour l'exercice de leur mandat, préviennent les conflits d'intérêt et empêchent, le cas échéant, la concentration de pouvoirs ou de revenus.

Ainsi, ces mécanismes contribuent à la fois à civiliser la vie politique et à politiser la société civile.

La démocratie se nourrit de renouvellement et d'alternance politique. Aucun parti n'a vocation à rester éternellement au pouvoir. La confusion entre les intérêts des partis et les organes de l'Etat porte atteinte non seulement à l'éthique mais aussi au principe démocratique.

L'exercice des responsabilités -au-delà de l'objectif de rendre le meilleur service possible au citoyen et de gérer au mieux l'Etat- doit être mené de façon transparente, désintéressée et exemplaire, dans le respect d'une parité effective entre les femmes et les hommes. Il doit toujours être balisé par les règles éthiques et déontologiques les plus pointues, en évitant toutes les formes de clientélisme et de passe-droit, et en appliquant systématiquement les principes d'égalité de traitement et d'objectivation.

Une culture de la paix et de la non-violence

Le conflit est inhérent à la vie en société. La violence, non. Les guerres naissent dans les esprits des femmes et des hommes, c'est donc là aussi qu'il faut pouvoir les combattre.

Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité de la non-violence dans le dialogue entre les humains et dans le débat et l'action politique. Dans les rapports entre les peuples, la coopération doit primer systématiquement sur tout autre mode d'action.

Cette culture de la paix et de la non-violence doit également s'incarner dans l'opposition à la prolifération nucléaire tant militaire que civile, hors recherche fondamentale et usages de santé.

Une culture du respect, de la tolérance et de la reconnaissance

La société s'enrichit des complémentarités de celles et de ceux qui la constituent. Cette société inclusive que nous voulons est le meilleur rempart contre les replis sur soi qui favorisent les nationalismes, les populismes et le rejet de l'autre.

Une condition essentielle à l'existence même de cette société et de la démocratie, c'est le respect par chacun et par l'Etat du socle que représentent la Déclaration universelle des Droits de l'Homme -entre autres les libertés fondamentales et l'égalité femmehomme- et le respect du principe de la stricte séparation entre l'Etat et toute croyance, qu'elle soit religieuse ou non.

Une autre condition en est notre capacité d'ouverture au débat et de remise en question de nos évidences, au profit d'une évolution mutuelle qui fasse grandir, dans la rencontre, chacune des composantes de notre société.

Les discriminations directes ou indirectes, fondées notamment sur l'origine ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle, ou encore le genre n'y ont pas droit de cité. Cette lutte n'est pas terminée et nous continuerons à nous y investir sans compter.

Notre projet pour ce siècle

Notre horizon pour le XXI^e siècle, partout où nous sommes acteurs, consiste en une société qui repose sur la participation politique et sociale des individus, la mise en oeuvre de nouvelles solidarités, les logiques de coopération, l'appartenance à un territoire ouvert sur le monde, l'échange des connaissances, la création culturelle et la prise en compte des générations futures. Les logiques économiques à l'oeuvre devront respecter ou restaurer les écosystèmes et réduire les inégalités.

Nous voulons lever les résistances et les obstacles qui nous séparent de cet idéal.

Une société solidaire et inclusive

Pour l'autonomie de chacun

Chaque être humain doit pouvoir se choisir un avenir et avoir les capacités de le réorienter si cela s'avère nécessaire.

Chacun doit avoir la possibilité de se former, de développer une profession ou d'entreprendre. Chacun doit disposer de la capacité de forger le lien tel qu'il veut le tisser avec les autres.

Tous, nous bâtissons le lien social. Tous, nous sommes solidaires.

Renforcer les solidarités et la sécurité sociale

Personne ne doit rester au bord de la route. L'Etat et la collectivité forment un rempart à la fragilité sociale de chacun et plus particulièrement des enfants, des personnes en situation de précarité, en situation de handicap, âgées ou accidentées de la vie. Le rôle de l'Etat et de la collectivité est également de prévenir et de remédier à la précarité.

Pour faire société, nous tissons du lien social et inventons des solidarités à l'échelle de la famille, de nos proches, du quartier, du village ou... du monde.

Mais c'est d'abord et avant tout grâce à une sécurité sociale renforcée et dont les mailles seront resserrées que la solidarité doit s'organiser. En dialogue avec les interlocuteurs sociaux, de nouveaux droits doivent être créés, notamment en réponse à l'augmentation de la durée de la vie et via l'individualisation des droits sociaux et le développement de son financement alternatif. La solidarité entre toutes et tous est la condition de l'émancipation de chacun et le modèle le plus efficace de l'organisation de la vie en société.

L'Etat doit se donner les moyens de lutter contre toute forme d'exploitation et permettre à chacun d'avoir accès à un logement, à des soins de santé et à un enseignement qui soient de qualité et à une alimentation saine. C'est dans ces conditions que l'émancipation de chacun sera assurée.

Bâtir un monde solidaire

La solidarité entre les êtres humains dépasse les frontières des États. La coopération internationale et la solidarité avec les pays en voie de développement font partie du projet écologiste. Tant pour le Nord que pour le Sud, c'est une richesse que d'échanger et d'être en relation. Parce que nous vivons toutes et tous sur la même planète mais dans le respect de nos différences, nous souhaitons aux autres sociétés les balises que nous souhaitons pour la nôtre.

Une société émancipatrice et participative

La responsabilité de la société et de la planète se transmet à la génération suivante

Tous les enfants doivent bénéficier de la gratuité et de l'accès effectif à l'enseignement, avoir la possibilité d'acquérir des connaissances et des compétences et de développer leurs talents. L'école doit contribuer à corriger les inégalités, offrir toutes les chances de réussite et permettre aux enfants de construire leur avenir.

Les arts et les cultures réinventent la société

Nous souhaitons l'avènement d'une société dans laquelle la production culturelle et la transmission de connaissances constituent les moteurs de la vie sociale dans une société égalitaire. Les cultures sont sources de communication et d'identités. Elles nous permettent de nous réinventer perpétuellement. Nous souhaitons une société ouverte qui suscite la créativité et l'imagination, où chacun trouve l'occasion et les moyens de s'exprimer.

La démocratie participative permet le dialogue et la décision collective...

Des formes nouvelles de participation directe et délibérative, y compris à l'échelle transnationale, devront être mises en oeuvre en appui et complément de la démocratie représentative. Elles contribueront à créer les conditions pour que chacun qui le désirera puisse s'intégrer au coeur de l'action politique. Car c'est le lieu de l'exercice collectif de la responsabilité et de la liberté. Cette participation politique des citoyens ne requiert aucune condition préalable, aucune expertise spécifique, aucun pré-requis particulier.

...y compris sur les choix technologiques

Face à la diversité des trajectoires technologiques possibles, l'Etat doit organiser le débat démocratique en prenant en compte leur pertinence par rapport à un objectif de transition durable de nos sociétés. Certaines options technologiques doivent pouvoir être abandonnées ou reportées, en application des principes de prudence et de précaution.

D'autres doivent être renforcées lorsqu'elles permettent aux femmes et aux hommes de vivre mieux, plus durablement, plus pacifiquement et plus longtemps.

Les discussions éthiques fondamentales doivent être abordées de manière non dogmatique.

La santé doit mobiliser tous les secteurs de la vie en société

La santé est une ressource, une énergie pour que chacun puisse être acteur de sa vie et dans la société. Les inégalités sociales de santé sont injustes et peuvent être évitées.

La santé ne se réduit pas à l'absence de maladie. Outre le système de santé, elle doit mobiliser tous les secteurs de la vie en société qui ont un impact sur la qualité de la vie : le secteur social, la culture, l'aménagement du territoire, l'emploi, l'environnement, le logement, etc.

Le temps est une ressource essentielle

Chacun doit avoir les moyens de prendre le temps de vivre et de participer à la société et à la démocratie. Les temps, en particulier ceux du travail, doivent être redistribués. Les temps passés à contribuer à la société doivent être pris en compte dans l'organisation générale des rythmes de la société.

Il convient de rendre plus égalitaire la distribution des revenus et du temps libre, pour délier la notion d'activité humaine du travail et répartir de façon plus juste le bien-être dans toutes ses dimensions.

Vers une société interculturelle

Nous, écologistes, voulons relever le défi de l'interculturalité et ainsi reconnaître et valoriser la diversité des cultures et des modes de vie. Il ne s'agit donc pas de favoriser le développement séparé des cultures et les politiques qui y mènent. Il s'agit d'assurer la participation de chacun à la construction de la société. Ce qui nous rassemble est infiniment plus fort que ce qui nous sépare.

Un environnement sain pour chacun, basé sur le respect de la nature

La biosphère et ses équilibres précaires rassemblent une série stupéfiante de conditions et d'équilibres qui la rendent non seulement habitable pour l'humanité mais aussi objet d'admiration.

En dehors des services écosystémiques essentiels qu'elle apporte à l'humanité et des conditions de possibilité d'existence qu'elle lui offre, la planète et toutes les espèces qu'elle abrite méritent dans leur richesse et leur diversité, respect, entretien et préservation. L'environnement et les espèces vivantes ne sauraient être ramenés à des objets d'exploitation dont la seule valeur serait l'utilité qu'ils apportent aux êtres humains.

L'environnement comme limite

L'exploitation des ressources et des espèces constitue aujourd'hui le principal rapport de l'humanité à son environnement. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle : l'activité humaine a un rôle déterminant dans la perpétuation ou la menace des équilibres de la biosphère.

Il ne s'agit pas de sauver la planète ou de nous sauver mais de nous sauver avec la planète.

Apprendre à vivre à l'intérieur des limites de la biosphère constitue sans doute la plus grande des révolutions mentales qu'ont à affronter les sociétés humaines. Pour ce faire, la seule prise de conscience des limites ne suffit pas : c'est notre rapport à la nature, fondé sur l'exploitation et l'épuisement qu'il s'agit de revoir.

L'environnement comme cadre de vie

Nous voulons une société au sein de laquelle chaque citoyenne et chaque citoyen vit dans un environnement préservé et sain, qu'il soit urbain ou rural.

Pour réduire l'empreinte écologique des populations, les politiques publiques doivent soutenir les modes de vie peu consommateurs de ressources naturelles (habitat, production, création, éducation...) tout autant que l'innovation technologique orientée vers cette réduction.

La transition énergétique pour relever de multiples défis

Nos modes de vie reposent sur une utilisation effrénée d'énergie fossile et fissile : pour nous chauffer, nous déplacer ou faire fonctionner nos appareils électriques. Cette utilisation intensive conduit à une impasse quant aux coûts qu'elle entraîne, aux risques auxquels elle nous expose ou à la fragilité et la dépendance qu'elle renforce. Nous devons nous engager dans la transition énergétique. Nos sociétés se baseront sur la sobriété, l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'accès

abordable pour chacun et la production exclusive d'énergies renouvelables à l'horizon 2050. Cette transition doit reposer sur un soutien accordé à tous, citoyen, entreprises, collectivités et associations.

Une économie au service de la société

La prospérité doit être redéfinie sans la lier à la croissance et au PIB mais en l'enrichissant des différentes dimensions de l'existence, au-delà de la seule richesse matérielle.

La production de biens et services indispensables aux êtres humains doit tenir compte des limites physiques de la planète et dépasser les logiques purement marchandes pour articuler marchés, services publics et biens communs.

L'entreprise ne doit pas être une agrégation de capitaux et de titres de propriété qu'il s'agirait de rentabiliser au détriment de la justice sociale et de l'environnement. Elle doit prendre de plus en plus en compte les conséquences de son activité sur la vie des travailleurs, des consommateurs, des citoyens et sur l'environnement.

L'entreprise n'en sera que plus performante sur le plan social, économique et environnemental : l'écologie est l'avenir de l'emploi et de l'économie.

Nous voulons redonner au terme entreprendre toute sa noblesse. Les entrepreneurs et leur esprit d'initiative, leur créativité et leur audace sont plus que jamais nécessaires pour la transition écologique de l'économie.

Une économie plurielle

Nous voulons mettre en place une économie plurielle, basée sur les logiques de régulation, de solidarité, de coopération et de durabilité forte plutôt que sur l'obsession exclusive du profit à court terme qui domine le système économique actuel. Cette économie plurielle se centre sur la mise à disposition d'un maximum de services au plus grand nombre de gens en tenant compte des équilibres éco-systé-

miques. La finalité n'est plus de produire sans cesse plus mais de produire mieux et autrement, au service de la société.

Une économie circulaire

Une réindustrialisation verte doit transformer les modes de production et de consommation de manière systémique, depuis leurs infrastructures les plus vastes jusqu'à leurs détails les plus menus. L'économie circulaire doit permettre que les déchets soient considérés comme une nouvelle ressource de la production industrielle.

Une agriculture relocalisée et nourricière

L'agriculture doit être relocalisée et soutenue pour son entretien et sa restauration des écosystèmes et de la biodiversité. La chaîne alimentaire doit être contrôlée et gérée de manière à nourrir l'humanité en respectant les écosystèmes et la santé tout en permettant aux générations futures de faire de même. L'agroécologie doit être encouragée afin que chaque peuple atteigne l'autosuffisance alimentaire, afin de soutenir les mouvements paysans et de créer des emplois non délocalisables.

Un système financier domestiqué

Le système financier doit être au service de l'économie réelle. Il ne peut faire peser les conséquences de ses pratiques risquées et spéculatives sur la collectivité.

Il doit à la fois permettre le financement des énergies renouvelables et de la réduction globale des consommations des ressources non-renouvelables. Il doit aussi soutenir les PME, l'économie de proximité et les collectivités locales.

La diversité monétaire doit être encouragée en soutien d'une relocalisation progressive de la production de biens et de services.

Tant au niveau européen que fédéral et régional, une fiscalité juste et efficace dont le socle inclut toutes les formes de revenus doit être mise en place.

Réguler le marché

Le marché présente par essence des insuffisances majeures et doit être fondamentalement régulé par le contrôle démocratique. L'écologie politique défend aussi, à ce titre, une gestion collective et un financement partagé des biens et services publics (l'enseignement, les soins de santé, la mobilité, la communication...). Ceux-ci sont à ce point associés au respect de la personne humaine que les soumettre à une logique marchande dénie une part d'humanité en nous.

Un fédéralisme belge et européen moderne et universaliste

Les écologistes sont animés par les valeurs de solidarité, de coopération et de respect des diversités dans l'organisation des institutions belges et européennes. Le principe de subsidiarité doit guider les politiques de la commune à l'Europe. Il vise à mener les politiques au niveau de pouvoir le plus approprié pour les citoyens, tout en assurant l'articulation entre les différents niveaux de décision et de responsabilité.

Moderniser le système fédéral belge, avec Groen

Dans ce cadre, guidé par les principes de solidarité interpersonnelle et de solidarité entre les entités, de responsabilité dans la gestion publique, d'égalité de traitement entre les personnes et de coopération volontaire et pérenne, Ecolo entend continuer à moderniser le système fédéral belge, avec Groen.

S'engager dans la voie de la transition écologique européenne

L'écologie limitée à un seul pays serait vouée à l'échec. Une Europe forte et démocratique peut devenir un moteur des changements économiques, sociaux et environnementaux dont nous avons besoin, notamment pour contrer la tyrannie des marchés et les nationalismes. Les fondements de paix et de stabilité, de solidarité et d'unification politique, économique et sociale sur lesquels s'est construite l'Europe doivent revenir au coeur de l'agenda politique européen.

La justice sociale et la justice environnementale doivent guider les choix de l'Europe afin qu'elle s'engage dans la voie de la transition écologique. Elle doit être le moteur d'une gouvernance mondiale et de la coopération internationale, assumant ainsi sa responsabilité historique dans la dégradation des conditions écologiques, économiques et sociales dans les pays du Sud.

Mobiliser l'intelligence collective

C'est d'audace, d'intelligence, de créativité et de solidarité que nos sociétés ont besoin aujourd'hui pour construire, collectivement et sans relâche, une société plus juste, plus libre, plus démocratique et plus durable.

Ecolo, parti d'idées et de projets

Ecolo défend en priorité les personnes les plus touchées par les inégalités. Ce projet politique ne vise pas à mettre la société en conflit mais à faire dialoguer une société plurielle qui s'enrichit de ses différences. Il vise l'intérêt général plutôt que la défense d'intérêts catégoriels ou corporatistes.

Ecolo propose aux citoyennes et aux citoyens - quelles que soient leur culture, leur origine sociale, leur orientation sexuelle, leur religion ou leur originalité - de se fédérer autour d'un projet de société (é)co-construit.

Ecolo, moteur de débats et d'innovations

Le processus démocratique appartient aux citoyennes et aux citoyens. Dans ce cadre, nous organisons volontairement notre ouverture envers toutes celles et tous ceux qui veulent penser la transition écologique, dans les entreprises, les services publics, les associations, les syndicats, les professions, les lieux d'enseignement et de recherche, ou dans leur vie quotidienne.

Ecolo veut entretenir avec eux des liens de coopération, de transparence et de respect.

Leur indépendance et leur liberté à notre égard est indispensable. Elle nous vivifie.

Nous développons la prospective participative dans la société et veillons à populariser l'écologie politique, notamment dans la démarche de l'éducation permanente.

Le changement sera aussi politique

Des initiatives se multiplient pour commencer, d'une manière ou d'une autre, à inventer d'autres modes de vie, à sortir du consumérisme, à lutter concrètement contre les injustices, à développer les biens communs, à expérimenter des pratiques de partage et de mise en commun.

Comme écologistes, nous croyons en la transformation patiente, obstinée et radicale du monde présent, c'est-à-dire dans la transition écologique de la société. Nous agissons là où nous sommes : dans notre vie quotidienne, dans la vie professionnelle et dans la vie publique. Nous ne pouvons construire un autre monde qu'à partir du monde actuel.

La vision résolument globale d'Ecolo passe par son engagement avec les partis frères au sein du Parti Vert Européen et des Global Greens ainsi que par l'établissement de liens de solidarité internationale avec les mouvements sociaux qui partagent les combats de l'écologie politique.

La transition se construit à la fois dans la société civile et dans les institutions démocratiques. Nous nous y attelons avec toutes celles et tous ceux qui partagent nos objectifs.